

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

ZI de Saint liguaire
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT
ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**
MEUBLES CELIO
65, Route de Niort
79430 La Chapelle-Saint-Laurent

Références : 0007202250/MR/2026/185

Code AIOT : 0007202250

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement MEUBLES CELIO implanté 65, Route de Niort 79430 La Chapelle-Saint-Laurent.

La visite a été réalisée dans le cadre d'une plainte de riverains suite à des problématiques de bruit des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEUBLES CELIO
- 65, Route de Niort 79430 La Chapelle-Saint-Laurent
- Code AIOT : 0007202250 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La Société Meubles CELIO est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 4402 du 1^{er} août 2005 à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de meubles, sur deux types de produits chambres/dressing et meubles de salon.

Suite à une extension du site, les prescriptions applicables de l'installation sont désormais régies par l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° E360 du 8 octobre 2024.

Ces activités centralisent environ 90 % de la production et pour les 10 % restants CELIO se spécialise dans un autre secteur d'activité, les cabines de bateaux.

L'entreprise emploie actuellement 195 salariés.

Contexte de l'inspection : Plainte, Récolement

Thèmes de l'inspection : Bruits et vibrations

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Mesure des niveaux sonores [Plainte Bruit]	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 48	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
2	Prescriptions spécifiques liées à l'extension	AP Complémentaire du 08/10/2024, article 1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
3	Rejets à l'atmosphère - Valeurs d'émissions	Arrêté Préfectoral du 10/08/2024, article 2.1.2	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La visite d'inspection a été réalisée suite à une plainte de riverains qui a été transmise à la préfecture le 18 novembre 2025.

L'inspection a également réalisé le récolement des installations dans le cadre de la création de l'extension qui a été validée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° E306 du 8 octobre 2024.

Il a été constaté que le dispositif d'analyse des rejets en poussières n'a pas été équipé d'un système d'enregistrement en continu et qu'il conviendra de le remplacer.

Dès la réception définitive du bâtiment, l'exploitant est invité à transmettre les justificatifs de réalisation des travaux de protection du bruit sur les parois de bâtiment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure des niveaux sonores [Plainte Bruit]

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 48

Thème(s) : Risques chroniques Bruit et Vibrations

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant [...].

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Constats :

Par courrier du 16 novembre 2025, des riverains du site ont transmis à la préfecture une plainte relative aux émissions sonores du site suite à la réalisation des travaux d'extension du site situé à proximité des parcelles concernées sur la tranche horaire de 4h30 à 21h30.

Les plaignants précisent les points suivants :

- Problématique du bruit des provenant des nouveaux cyclofiltres ;
- Problématique du bruit des véhicules de transports et chariots élévateurs : multiplication des allers-retour de véhicules sur une voirie abimée engendrant des secousses et utilisation abusive des avertisseurs sonores.

Lors de la visite, et comme évoqué dans la fiche de constat précédente, l'exploitant a présenté à l'inspection les travaux d'extension réalisés et les travaux d'amélioration du bruit des installations.

L'exploitant a précisé que des travaux d'insonorisation des bâtiments situés à proximité ont été réalisés dans le cadre des travaux d'extension, conformément aux propositions réalisées par la société GANTHA suite à la dernière mesure des niveaux acoustiques de février 2024. Ces travaux ont conduit également à la suppression de certaines portes d'accès du bâtiment pour améliorer l'efficacité des dispositifs de protection.

Afin de diminuer le bruit des véhicules à l'extérieur sur la voie de circulation au nord du site, le bâtiment existant dédié au stockage des panneaux (bâtiment au nord du site à proximité des riverains) sera prochainement réorganisé pour permettre aux véhicules poids-lourds de stationner dans le bâtiment pour réaliser les opérations de chargement / déchargement à l'intérieur du bâtiment.

Il a été constaté que les nouveaux cyclofiltres ont été installés derrière un mur coupe-feu qui dépasse la hauteur des cyclofiltres afin de réduire les niveaux d'émissions sonores vers les riverains impactés.

Concernant le système d'aspiration des poussières qui a été installé à proximité de l'installation de combustion existante, la sortie extérieure d'air a été modifiée afin de ne plus être orientée vers les habitations riveraines.

Avant la mise en service du nouveau bâtiment d'exploitation, une mesure de bruit des installations a été réalisée par la société GANTHA entre le 26 juin et le 1^{er} juillet 2025 sur l'ensemble des 4 points de

mesures en limite de propriété. Il est précisé que la société était en arrêt pour l'ensemble de son activité et de ses installations techniques du 26/06/2025 à 21h30 au 30/06/2025 à 5h00. Il est également noté au point 2 que les niveaux de bruit ambiant et résiduels sont identiques à cause du fonctionnement permanent de la ventilation du local transformateur EDF en conditions de fortes chaleurs. Les résultats de mesures indiquent deux non-conformités : le point 4 (à proximité des plaignants) est non-conforme en période nocturne avec une émergence mesurée de 5.5 dB pour une émergence admissible de 4 dB et le point en limite de propriété LIM2 est non-conforme en période nocturne pour le dépassement du niveau admissible L_{90} en limite de propriété avec une mesure de 51 dB pour un niveau admissible de 45 dB.

Puis, conformément aux échanges avec l'inspection, l'exploitant a fait de nouveau intervenir la société GANTHA pour la réalisation d'une nouvelle analyse de bruit après réception du bâtiment. L'étude réalisée les 4 et 5 mars 2026 et transmise par l'exploitant le 23 mars 2026 à l'inspection précise que les résultats sont dorénavant conformes en limite de propriété aussi bien en période diurne que nocturne.

Il est rappelé à l'exploitant que le tableau de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°4402 du 1er août 2005 n'identifie que les points de contrôles en limites de propriétés et pas les points de contrôles en zones à émergence réglementées (ZER) conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits émis dans l'environnement pour les installations classées pour la protection de l'environnement. Ce dernier précise que les ZER sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existants à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est invité à sensibiliser ses salariés ainsi que les entreprises de transports intervenantes sur les problématiques de bruit des véhicules circulant sur la voirie et notamment sur l'utilisation réduite des avertisseurs sonores.

L'exploitant limite au strict maximum les opérations de chargement et déchargement sur la voirie située entre ses bâtiments et les limites de propriétés avec les riverains (voie nord-est et nord-ouest du site). Il privilégie la réalisation de ses opérations à l'intérieur du bâtiment.

L'exploitant complète son analyse de bruit par des mesures en zones à émergences réglementées.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois

N° 2 : Prescriptions spécifiques liées à l'extension

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/10/2024, article 1.5	
Thème(s) : Autre Prescriptions spécifiques liées à l'extension	
Prescription contrôlée : Le nouveau bâtiment dispose : <ul style="list-style-type: none">- d'une couverture double peau avec un indice d'affaiblissement acoustique ;- d'une façade triple peau ;- de portes sectionnelles et battantes, avec indice d'affaiblissement acoustique ;- d'une seule porte d'accès piéton (issue de secours) côté habitations des riverains, avec indice d'affaiblissement acoustique. Le bâtiment de stockage dispose : <ul style="list-style-type: none">- d'un bardage double peau ;- de portes sectionnelles avec indice d'affaiblissement acoustique.	
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les travaux réalisés sur les parois du bâtiment existant côté habitations ainsi que les travaux réalisés sur les parois de l'extension. Il a précisé que la recevabilité du bâtiment n'était pas encore finalisée et qu'il était en attente du rapport de contrôle et de la transmission de l'ensemble des justificatifs techniques.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection le plan des travaux réalisés ainsi que les justificatifs adéquats. En cas de non-conformité, l'exploitant en informe l'inspection et procède à la régularisation.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais :	3 Mois

N° 3 : Rejets à l'atmosphère - Valeurs d'émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2024, article 2.1.2	
Thème(s) :Risques chroniques Rejets à l'atmosphère	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En lieu et place des dispositions de l'article 45.I de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :</p> <p>« I. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p>	
Dispositif de traitement	Poussières totales
Rejet canalisé en sortie du cyclofiltre	Valeur limite d'émission : 1 mg/m³
<p>Un contrôle continu des rejets en poussières est effectué en sortie du cyclofiltre.</p> <p>Les enregistrements sont conservés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale correspondant à deux fois la période de contrôle périodique par un organisme agréé, telle que prévue au II du présent article.</p> <p>Une alarme sonore et visuelle se déclenche si la valeur d'émission de poussières dépasse 0,2 mg/m³.</p> <p>En cas de dépassement de ce seuil de 0,2 mg/m³, une procédure interne d'actions correctives est déclenchée.</p> <p>Si la valeur d'émission de poussières dépasse le seuil de 1 mg/m³, une alarme sonore et visuelle se déclenche. Un arrêt automatisé des machines et du cyclofiltre est effectué. L'arrêt des machines est maintenu jusqu'à remédiation du dysfonctionnement.</p> <p>Une réserve de filtres à manche doit être tenue à disposition sur site."</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les nouvelles installations cyclofiltres qui ont été mises en place sur le site.</p> <p>Un dispositif de contrôle en continu des rejets en poussières en sortie de cyclofiltre a été mis en place avec un report des informations à l'intérieur du nouveau bâtiment d'exploitation. Il a été constaté que le système de contrôle continu n'est pas équipé d'un dispositif d'enregistrement permettant de conserver les enregistrements et que la procédure interne d'actions correctives en cas de dépassement du seuil de 0.2 mg/m³ n'a pas encore été rédigée.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant modifie le système d'enregistrement afin de répondre à la prescription réglementaire du présent article.</p> <p>L'exploitant établit la procédure interne d'actions correctives en cas de dépassement.</p>	

Il informe l'inspection de l'installation du dispositif d'enregistrement et transmet une copie des enregistrements réalisés a minima sur une journée ainsi que la procédure interne d'actions correctives.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois